

Effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique « Preuves issues d'une étude en panel »

Effect of Financial Development on Economic Growth in Africa « Evidence from a Panel Study »

ABOUALI Safae

Doctorante

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Souissi
Université Mohammed V-Maroc
Laboratoire de Recherche Analyse Economique et Modélisation (LEAM)

MOUSTAHFID Abdelillah

Doctorant

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Souissi
Université Mohammed V-Maroc
Laboratoire de Recherche Analyse Economique et Modélisation (LEAM)

ECHAOUI Abdellah

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Souissi
Université Mohammed V-Maroc
Laboratoire de Recherche Analyse Economique et Modélisation (LEAM)

Date de soumission : 30/11/2025

Date d'acceptation : 31/12/2025

Pour citer cet article :

ABOUALI. S. & AL. (2026) « Effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique « Preuves issues d'une étude en panel » », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 1 » pp : 521- .

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objectif de cet article est de déterminer l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique. La méthode des effets fixes est utilisée pour estimer les données de panel de 11 pays africains caractérisés par un PIB élevé (Seychelle, Maurice, Botswana, Égypte, Algérie, Tunisie, Eswatini, Namibie, Maroc, Ghana, Afrique du sud) pour une période allant de 1990-2022. Les résultats obtenus via cette technique nous ont permis de conclure que le développement financier mesuré par la masse monétaire (M3), le Taux d'investissement privé (INV), la consommation publique (GOV) et l'ouverture commerciale (OUVCOM) favorise positivement et significativement la croissance économique contrairement à l'inflation (INF) et le crédit accordé au secteur bancaire (CSB) qui affecte positivement et non significativement la croissance économique Africaine. Et cela trouve son origine dans le fait que l'accès aux crédits bancaires reste une question complexe et non résolue pour tous les pays africains. Il est donc nécessaire de mettre en place des mesures favorables au développement de leurs systèmes financiers.

Mots clés : Développement financier ; Croissance économique ; Afrique ; Données de panel ; Modèle à effets fixes.

Abstract

The objective of this paper is to determine the effect of financial development on economic growth in Africa. The fixed effects method is used to estimate panel data for 11 African countries characterised by high GDP (Seychelles, Mauritius, Botswana, Egypt, Algeria, Tunisia, Eswatini, Namibia, Morocco, Ghana, South Africa) for a period from 1990-2022. The results obtained using this technique enabled us to conclude that financial development measured by the money supply (M3), the private investment rate (INV), public consumption (GOV) and trade openness (OUVCOM) positively and significantly promotes economic growth, unlike inflation (INF) and credit granted to the banking sector (CSB), which positively and insignificantly affect African economic growth. This is because access to bank credit remains a complex and unresolved issue for all African countries. It is therefore necessary to put in place measures favourable to the development of their financial systems.

Keywords : Financial development ; Economic growth ; Africa ; Panel data ; Fixed effects model.

Introduction

Depuis la révolution industrielle, la croissance économique apparaît comme un phénomène inhérent à toute économie. C'est une préoccupation d'ordre majeur pour toute économie soucieuse d'accroître son niveau de développement. D'après, F. PERROUX (1966) « La croissance économique est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues, d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global en terme réel¹ ». Il ressort clairement de cette définition que la croissance fait référence à la richesse absolue d'une nation et non à la richesse par rapport à la population. Sous cet angle, le secteur financier est susceptible de contribuer à la croissance économique à travers son amélioration de la sélection des investisseurs et de leur surveillance pour une meilleure allocation de ressources, son offre attractive des instruments et des outils pour encourager la mobilisation d'épargne, la réduction des coûts d'évaluation des projets par les économies d'échelle qui facilitent leur surveillance par le gouvernement d'entreprise, et l'intermédiation financière qui offre des opportunités pour la gestion du risque et de liquidité et favorise le développement des marchés et des instruments attractifs qui permettent le partage du risque.

Il est alors important d'étudier et d'identifier le type de relations qui existe entre ces deux aspects à savoir le développement financier et la croissance économique. Schumpeter (1911) a déjà souligné le fait qu'un système financier efficace est un facteur clé pour la croissance économique. Certains économistes considèrent le développement financier comme l'une des conditions primordiales de la croissance économique, d'autres le présentent comme l'un des déterminants de ce dernier. De même, John Hicks (1969) souligne l'importance potentielle du développement financier pour la croissance économique, et rappelle également que de nombreux travaux historiques se sont efforcés d'analyser à la fois le développement financier et le développement économique, à savoir ceux de Raymond Goldsmith (1958-1969) et Alexander Gerschenkron (1962) qui ont décrit divers faits stylisés supposés caractériser l'évolution financière des économies de marché. Ce n'est alors que lorsqu'un certain niveau du développement est atteint que les marchés financiers sont apparus, et sur lesquels les entreprises peuvent vendre des titres aux intermédiaires financiers, mais également aux épargnants.

Les contributions des économistes à cette relation sont assez larges. D'un côté certains d'entre eux confirment un effet positif du développement financier sur la croissance économique qui est déterminé par l'accroissement des investissements productifs, par une baisse des couts du

¹ PERROUX F., « les théories de la croissance », Paris, 1999, p.34.

capital et une meilleure diversification des risques. D'un autre côté, d'autres économistes supportent les propositions d'un effet négatif du développement du secteur financier sur la croissance et cela dépend généralement à la taille et à la structure de chaque économie, à la taille et à la structure du système financier lui-même, et dans une plus large mesure encore, de la qualité des institutions qui gèrent la vie économique de chaque société. Pour bien spécifier nos recherches et dans le cadre de notre problématique, nous nous intéressons particulièrement à vérifier si le développement financier influence la croissance économique dans les pays Africains avec PIB élevé. Surtout que le continent africain ces dernières années a fait l'objet d'une poignée d'études théoriques qu'empiriques et représente aujourd'hui un terrain d'analyse particulièrement intéressant en raison de son potentiel de croissance encore largement inexploité, de la faiblesse relative de ses structures financières et des importants besoins en investissements, autant de facteurs qui offrent des perspectives prometteuses pour accompagner et stimuler son développement futur. D'où la nécessité de choisir juste les pays africains caractérisés par un PIB élevé afin d'offrir des données plus fiables, ce qui facilite l'analyse des dynamiques financières et économiques surtout que d'après les statistiques de la Banque mondiale, entre 2002 et 2021, le taux de croissance du PIB a évolué d'une manière irrégulière en Afrique. Ce taux a passé de 2,69 % à 7,28 % en Afrique du Nord, de 4,96 % à 5,59 % en Afrique de l'Est, de 5,83 % à 1,21 % en Afrique centrale, de 4,95 % à 4,92 % en Afrique de l'Ouest et de 2,42 % à 4,43 % en Afrique australe (Pouepi & Cabral, 2023). Cette situation pose des problèmes de dépendance et de vulnérabilité structurelle aux chocs défavorables assez récurrents sur les marchés mondiaux et un problème de durabilité de croissance des économies africaines.

Dans la lignée de ce dernier raisonnement et dans le but d'améliorer le niveau de croissance économique en Afrique, nous nous proposons d'étudier l'impact du développement financier africain sur la croissance économique précisément pour 11 pays africains à PIB élevé (Seychelle, Maurice, Botswana, Égypte, Algérie, Tunisie, Eswatini, Namibie, Maroc, Ghana, Afrique du sud), durant une période allant de 1990 jusqu'à 2022, selon la disponibilité des données. De ce fait, notre problématique sera la suivante : **Dans quelle mesure le développement du système financier impacte-t-il la croissance économique des pays africains à PIB élevé ?**

Dans ce cadre, le présent article se propose d'évaluer l'effet du développement financier sur la croissance économique en s'appuyant sur une approche empirique fondée sur des données de panel. Malgré l'abondance des travaux existants, les résultats restent hétérogènes, en particulier

pour les économies africaines. L'originalité de cette étude réside dans l'analyse ciblée des pays africains à PIB élevé, permettant d'apporter une contribution empirique précise grâce à l'utilisation de méthodes économétriques en panel adaptées à ce contexte.

Afin de garantir une présentation claire et structurée de l'étude, notre article est organisé en quatre sections. La première section présente une revue synthétique des principaux travaux théoriques et empiriques ayant examiné la relation entre le développement financier et la croissance économique. La deuxième section détaille la méthodologie adoptée, notamment les sources de données mobilisées, le choix des variables ainsi que la méthode retenue. La troisième section propose une analyse descriptive permettant de préparer les données avant l'estimation. Enfin, la dernière section expose les résultats empiriques obtenus à partir du modèle à effets fixes, suivis d'une discussion et d'une interprétation à la fois économétrique et économique des résultats.

1. Revue de littérature théorique et empirique

1.1. Cadre théorique

La littérature théorique sur la relation entre le système financier et la croissance économique a connu une expansion cette dernière décennie. Sur le plan économique plusieurs études ont mis en évidence l'idée selon laquelle un système financier efficient ou développé, stimule la croissance économique à long terme. Mais certains économistes affirment que c'est la croissance économique qui détermine le niveau de développement financier d'un pays sans oublier ceux qui rejettent cette relation et met en doute la solidité de cette relation.

En effet, le lien entre le système financier et la croissance économique a fait l'objet d'un débat très vaste et riche. Les premiers apports théoriques qui ont traité cette relation remonte à W. Bagehot (1873) qui a souligné l'importance cruciale du système financier dans la mobilisation et la répartition des ressources financières aux emplois les plus productifs. Il a mis en évidence l'importance essentielle de l'intermédiation financière dans l'épargne et l'investissement, notamment en réduisant les coûts d'information liés au financement et en ajustant les actifs financiers aux exigences des épargnants et des investisseurs.

De même, J. Schumpeter (1911) a noté quant à lui que l'effet positif que peut avoir le développement du système financier d'un pays donné sur son taux de croissance économique. Cet auteur avance qu'un système bancaire bien développé pourrait stimuler l'innovation technologique en identifiant et en finançant les entrepreneurs ayant des projets d'innovation à meilleure chance de succès. Selon Schumpeter, le développement financier stimule la croissance économique par le canal d'allocation efficace des ressources. En effet, l'entrepreneur

a besoin de moyens financiers pour développer de nouvelles technologies, et le rôle du banquier est de choisir ces nouvelles technologies.

J. Gurley et E. Shaw (1960) ont mis en avant les avantages de la diversification financière qui accompagne le développement financier sur le développement économique. Ces auteurs ont mis en lumière le rôle du canal du crédit et plus spécifiquement celui des institutions financières dans l'offre des fonds pour financer l'activité réelle. Leur étude démontre que le développement du système financier engendre une diversification importante des institutions et des instruments financiers, favorisant ainsi la concurrence et l'allocation optimale des ressources. De plus, Ils ont aussi défendu l'idée que les différences entre les systèmes financiers expliquent les différences des niveaux de développement économique.

Selon McKinnon (1973) et Shaw (1973), la répression financière perturbe l'épargne et l'investissement, tandis que la libéralisation du système financier est un moyen simple et efficace qui favorise la compétitivité du secteur financier et assure l'approfondissement financier, ce qui stimule et promouvoit la croissance économique.

King et Levine (1993)² affirment aussi que les intermédiaires financiers jouent un rôle essentiel dans l'accumulation du capital, la mobilisation efficace de l'épargne, la diversification des risques et l'évaluation des projets d'investissement ce qui favorise la croissance économique. Ils avancent que le développement financier est un facteur déterminant de la croissance économique et aboutissent à une relation positive et significative entre le niveau de développement initial et la croissance économique.

La relation positive entre le développement financier et la croissance économique est bien établie. Il est largement reconnu que le développement financier favorise la croissance économique, cette dernière stimule à son tour le développement financier. Dans ce contexte, Joan Robinson (1952) été parmi les premiers auteurs qui ont confirmé l'existence d'une relation inverse allant de la croissance économique vers le développement financier « là où la croissance conduit, la finance suit ». Dans cette perspective, les arguments de Robinson impliquent que le développement financier est essentiellement une conséquence de la croissance économique et les moteurs de la croissance doit être cherchés ailleurs.

Un point de vue similaire est développé par Patrick (1966), Boyd & Smith (1996) and Greenwood & Smith (1997) qui mettent en avant le développement financier comme une

² KING R.-G., LEVINE R., « financial and growth: Schumpeter Might Be Right », The Quarterly Journal of Economics. August 1993.

conséquence de la croissance économique. Selon ces modèles, l'expansion de l'activité économique stimule la demande de services financiers, favorisant ainsi le développement du système financier. De plus, cette croissance économique accrue augmente la probabilité de réussite des projets, réduisant par conséquent le risque de défaut de paiement des emprunteurs. Cependant, de nombreux économistes confirment l'idée d'une double causalité entre le développement financier et la croissance économique. Patrick (1996) a été le premier qui a abordé deux étapes dans le développement économique d'un pays. Dans la première étape, c'est le développement financier qui induit la croissance économique dans la phase de « supply leading » où l'approfondissement financier qui permet le transfert des ressources d'un secteur traditionnel peu productif vers un secteur moderne plus efficace. Une fois cette première étape franchie, le sens de causalité s'inverse dans la phase de « demand following » où le système financier répond passivement à la demande de services qui s'adresse à lui.

Alors, Cette diversité entre la sphère réelle et la sphère financière est expliquée généralement par la diversité des indicateurs de développement financier utilisés et les caractéristiques spécifiques à chaque pays. En réalité, chaque pays possède sa propre structure du système financier et ses politiques de répression financière.

1.2. Cadre empirique

En dehors des recherches théoriques, plusieurs études empiriques ont été effectuées dans le cadre de la recherche du rapport entre le développement financier et la croissance économique. Goldsmith (1969) fut parmi les premiers économistes à établir la corrélation entre les indicateurs du développement financier et la croissance économique. Il a traité des données provenant d'un échantillon de 35 pays. Ces données ont été recueillies sur une période s'écoulant de 1860 à 1963 afin de justifier l'existence d'une corrélation entre les indicateurs des intermédiaires financiers et la croissance économique. Les résultats de Goldsmith confirment l'effet positif de l'intermédiation financière sur la croissance économique à travers l'efficacité et le volume de l'investissement.

King et Levine (1993) par la suite, ont approfondi les travaux de Goldsmith (1969) pour combler certaines lacunes. Les auteurs indiquent en utilisant une étude en coupe transversale sur donnée de panel l'effet du développement financier sur les canaux de la croissance économique pour un échantillon de 77 pays sur une période allant de 1960 à 1989. Les résultats obtenus par King et Levine (1993) démontrent, que le développement financier permet d'envisager de bonnes perspectives de croissance économique à un horizon allant de 10 à 30 ans.

Dans son étude sur un panel de 28 pays africains (dont les trois pays du Maghreb), Savvides (1995) conclut à un impact positif entre la finance et la croissance économique. Le ratio quasi-monnaie/ PIB semble donc exercer un effet positif sur la croissance, mais significatif au seuil de 10 %, et ceci seulement si la variable liberté politique n'est pas considérée.

En outre, certaines études empiriques ont trouvé un effet négatif du développement financier sur la croissance économique. Comme De Gregorio & Guidotti (1995) qui constatent que le niveau élevé des ratios de crédit bancaire en PIB en Amérique latine au cours des années 1970 et 1980 était en réalité corrélé négativement avec la croissance. Ils attribuent ce résultat à la réglementation inadéquate et aux polices d'assurance-dépôts de l'époque, ce qui a entraîné une sur-expansion injustifiée du crédit et des crises bancaires ultérieures.

Plus récemment, de nombreuses études ont été intéressées par vérifier la nature de la relation existante entre sphère financière et sphère réelle. Beck et Levine (2004) considèrent le développement d'un point de vue global : ils examinent simultanément l'impact du développement des activités bancaires et celui du développement des marchés boursiers sur la croissance économique. L'étude est menée sur un échantillon de 40 pays avec des données de panel en moyennes quinquennales sur la période 1976-1998. Les résultats économétriques obtenus à l'aide de la Méthode des Moments Généralisés en panel dynamique montrent que le développement des banques (mesuré par le volume des crédits accordés au secteur privé en proportion du PIB) et le développement des marchés financiers (mesuré par le ratio de turnover) exercent chacun de façon indépendante un effet positif sur la croissance économique.

Dans le contexte africain, (Akinlo, et al., 2010), dû à la technique VECM, ont prouvé la relation à long terme entre le développement financier et la croissance pour 10 pays subsahariens. Les résultats montrent que le développement financier n'influence la croissance économique qu'en République centrafricaine, en République du Congo, au Gabon et au Nigeria, tandis qu'en Zambie, le sens de la causalité s'inverse et la croissance économique influence le développement financier. De plus, une relation bidirectionnelle entre le développement financier et la croissance économique a été détectée au Kenya, au Tchad, en Afrique du Sud, en Sierra Leone en Eswatini. Cela a amené les auteurs à recommander, d'une part, la nécessité de développer le secteur financier par des politiques réglementaires et macroéconomiques appropriées et, d'un autre, qu'en Zambie l'accent soit mis sur la croissance économique pour déclencher le développement financier.

Dans un article plus récent, Emmanuel (2007) analyse la relation entre le développement financier et la croissance économique sur un échantillon de 22 pays d'Afrique Sub-saharienne

au cours de la période 1960-2002. L'auteur conclue l'existence d'un lien mitigée entre le développement financier et la croissance du PIB par tête. Dans la moitié des cas, il existe un effet retour mais dans plusieurs autres, la relation se fait dans le sens finance vers croissance.

Al-Zubi, Al-Rjoub et Abu-Mhareb (2006) ont appliqué un modèle développé par Levine en 1997 en utilisant des données de panel pour 11 pays arabes au cours de la période 1980-2001. Les résultats montrent que tous les indicateurs financiers ne sont pas significatifs et n'affectent pas la croissance économique. Le modèle modifié montre que seul l'indicateur du crédit public domestique a un effet significatif et positif sur la croissance économique, indiquant la prédominance du secteur public dans les activités économiques et que les secteurs financiers sont encore sous-développés et doivent déployer plus d'efforts pour remplir efficacement leurs fonctions dans les pays arabes.

Law et Singh (2014) sur la base du modèle de King et Levine (1993) et à partir d'une approche en panel, parviennent à établir le seuil autour d'un niveau de développement financier représentant 88% du PIB. En dessous de ce seuil, un effet significativement positif du développement financier est observé sur la croissance économique, tandis qu'au-delà du seuil, l'effet devient significativement négatif.

Pour conclure, on peut confirmer que le développement des systèmes financiers ainsi que leur rôle dans la promotion de la croissance économique dépendent de la taille et de la structure de chaque économie, de la taille et de la structure du système financier lui-même, et à un plus haut degré de la qualité des institutions qui gèrent la vie économique de chaque société. C'est pour cette raison la prochaine partie dans notre article sera consacré à une étude empirique afin de réexaminer l'impact du développement financier sur la croissance économique sur un échantillon de 11 pays Africains (avec un PIB élevé).

2. Méthodologie économétrique

2.1. Sources des données et choix des variables

Afin d'analyser la relation entre le développement financier et la croissance économique des économies africaines, notre modèle prend en compte 11 pays africains avec un PIB élevé pour une période allant de 1990-2022 à savoir le (Seychelle, Maurice, Botswana, Egypte, Algérie, Tunisie, Eswatini, Namibie, Maroc, Ghana, Afrique du sud), bien que ce choix permet d'examiner des économies relativement avancées sur le plan financier, où les données sont plus disponibles et fiables, tout en représentant une part significative du PIB continental africain. Dans ce contexte nous avons choisi la croissance économique comme la variable dépendante de notre modèle qui est mesuré par le produit intérieur brut par habitant (PIBH), et le

développement financier (DF) comme la variable indépendante de notre modèle, il est mesuré par la masse monétaire (M3), crédit accordé au secteur bancaire (CSB), le taux d'investissement privé (INV), le degré d'ouverture (OUVCOM), la consommation publique (GOV) et le taux d'inflation (INF), sans oublier que les données concernant nos variables sont extraites de la base de la Banque Mondiale (World Development Indicator, 2024), Et que le choix des variables utilisées dans cette étude repose sur des fondements théoriques solides et une pratique largement adoptée dans la littérature empirique sur le développement financier et la croissance économique mais aussi par des considérations liées aux données afin de vérifier l'hypothèse principale de notre étude qui est l'impact de développement financier sur la croissance économique africaine.

Les variables incluses dans le modèle ont été justifiées comme suit :

- **Le produit intérieur brut (PIBH)**

Le PIB par Habitant est la variable endogène de notre modèle, il est considéré comme l'un des meilleurs indicateurs pour mesurer le taux de croissance économique d'un pays et évaluer la santé de son économie. En effet, il a été utilisé comme un déterminant clé de la croissance économique dans un certain nombre d'études empiriques (King et Levine (1993) ; Levine (1997)).

- **La masse monétaire(M3)**

Le taux de liquidité M3/PIB mesure la profondeur financière du système, c'est-à-dire la taille et la liquidité globale du secteur financier dans l'économie. Une masse monétaire élevée permet de faciliter les transactions économiques, de soutenir l'investissement et de renforcer la capacité du système financier à répondre aux besoins des agents économiques. M3 est largement utilisé dans la littérature pour comparer le niveau de développement financier entre différents pays.

- **Crédit accordé au secteur bancaire (CSB)**

Cette variable reflète la capacité du système financier à mobiliser l'épargne et à la canaliser vers des investissements productifs. Elle constitue un canal direct par lequel le développement financier stimule la croissance économique, en facilitant l'accès au financement pour les entreprises et en favorisant l'expansion des secteurs productifs. Des travaux théoriques et empiriques (McKinnon, 1973 ; Shaw, 1973 ; Levine, 1997) ont montré que l'accroissement du crédit bancaire joue un rôle central dans l'augmentation de l'investissement et, par conséquent, dans la croissance économique.

- **Taux d'investissement privé (INV)**

Qui désigne les investissements domestiques, définis comme la formation brute de capital fixe (FBCF) en pourcentage du PIB. Il reflète l'effort d'investissement des entreprises privées, un canal crucial par lequel le développement financier stimule la croissance. Il mesure l'utilisation effective du financement disponible pour accroître la production et l'innovation.

- **Degré d'ouverture (OUVCOM)**

Il est choisi dans cette étude car il permet de capturer l'exposition des économies africaines aux échanges internationaux, ce qui peut moduler l'impact du développement financier sur la croissance. En effet, une économie ouverte bénéficie d'un meilleur accès aux financements externes, aux technologies et aux marchés étrangers, facilitant l'investissement productif et l'innovation.

- **Consommation publique (GOV)**

Mesurée par les dépenses de consommation finale du gouvernement en pourcentage du PIB, ce qui reflète le poids de l'État dans l'économie. Cette variable a été choisie dans notre étude car dans le contexte des économies africaines, les dépenses publiques jouent un rôle central dans le soutien de la demande globale et la fourniture de biens et services essentiels, tels que l'éducation, la santé et les infrastructures. Elles constituent également un facteur clé pour le développement économique, en influençant la production, l'investissement et la redistribution des ressources.

- **Taux d'inflation (INF)**

Utilisé comme indicateur de stabilité macroéconomique. Elle est mesurée par l'indice des prix à la consommation annuel en % (Couchoro et al., 2022). Une inflation maîtrisée est essentielle pour que le crédit et la masse monétaire aient un effet positif sur la croissance, tandis qu'une inflation élevée peut réduire l'efficacité du financement bancaire et limiter l'impact du développement financier et provoquant une diminution du taux de croissance du PIB.

Tableau N°1 : Tableau récapitulatif des variables

Variables	Notations	Mesures	Effets attendus	Sources
Produit intérieur brut par habitant	PIBH	\$ PPA	+	WDI (2024)
Masse monétaire	M3	%PIB	+	WDI (2024)
Crédit accordé au secteur bancaire	CSB	%PIB	+	WDI (2024)
Taux d'investissement privé	INV	%PIB	+	WDI (2024)
Consommation publique	GOV	%PIB	+	WDI (2024)
Degré d'ouverture	OUVCOM	%PIB	+	WDI (2024)
Taux d'inflation	INF	%PIB	-	WDI (2024)

Source : auteurs

2.2. Spécification du modèle économétrique

Une fois les variables du modèle définies, notre démarche empirique s'inspire des travaux de Lucas (1988) et Romer (1990) sur la croissance endogène, ce qui nous conduit à adopter une fonction de croissance économique de type Cobb-Douglas de la manière suivante :

$$Y_{it} = PIBH_{it} = F(K_{it}, L_{it}) = A_{it} K_{it}^{\alpha} L_{it}^{\beta} \quad (1)$$

Dans cette équation (1), Y représente la production globale. Elle est approximée par le produit intérieur brut (PIB) par habitant. Avec K et L sont respectivement le stock du capital physique et la force du travail relativement liés au pays i à l'année t. En plus, les paramètres α et β définissent les élasticités du capital et du travail c'est-à-dire ils représentent la part des travailleurs (le salaire) et des capitalistes (le Profit). Par conséquent, le paramètre A est la productivité totale des facteurs ou le résidu au sens de Solow, il sert comme proxy pour capter le progrès technique, que ce dernier est à son tour affecté par le niveau de développement financier donnée par la formule suivante :

$$PIBH_{it} = f(\text{Développement Financier}) \dots \quad (2)$$

$$PIBH_{it} = f(M3, CSB, INV, GOV, OUVCOM, INF) \dots \quad (2)$$

A partir de l'équation (1) et (2) et de la revue de la littérature développée précédemment, nous allons vérifier la relation qui peut exister entre la croissance économique dans les économies africaines et le niveau du développement financier de ces dernières.

Sous la forme économétrique, le modèle de régressions se présente comme suit :

$$PIBH_{it} = \beta_0 + \beta_1 M3_{it} + \beta_2 CSB_{it} + \beta_3 INV_{it} + \beta_4 GOV_{it} + \beta_5 OUVCOM_{it} + \beta_6 INF_{it} + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Avec PIBH est la croissance économique, M3, CSB, INV, GOV, OUVCOM et INF, représentent la masse monétaire, crédit accordé au secteur bancaire, le taux d'investissement privé, la consommation publique, le degré d'ouverture commerciale et le taux d'inflation ; Dont

β indique la pente des variables explicatives, les sections transversales sont dénotées par i , (les pays Africains à PIB élevé), tandis que t désigne la période allant de 1990 à 2022 et ε_{it} est le terme d'erreur.

2.3. Choix du modèle économétrique et Méthode d'estimation

En vue de répondre à notre problématique, « quel est l'effet du développement financier sur la croissance économique pour les 11 pays d'Afrique avec un PIB élevé ? », durant la période allant de 1990-2022, nous procédons à l'estimation des données de panel par la méthode statique « Un échantillon de données de panel comporte un peu d'individus et beaucoup de données temporelles ». D'ailleurs, le choix du modèle de panel se justifie par le fait que les techniques d'estimation des données de panel présentent plusieurs avantages. En effet, outre leur capacité à prendre en compte l'hétérogénéité des unités ou individus, ils fournissent plus de variabilité et de précision et tiennent compte de l'influence des caractéristiques non observables, entraînant moins de risque de multi colinéarité parmi les variables, plus de degrés de libertés et plus de performance. En outre, la double dimension des données de panel peut s'interpréter comme la double dimension des informations disponibles : une dimension individuelle (comme dans notre cas), les pays de l'échantillon différents les uns par rapport aux autres et une dimension temporelle (la situation de chaque pays varie d'une période à une autre). Cependant, étant donné la nature particulière des données de panel, il y a lieu de suivre impérativement l'ordre de certaines étapes afin d'estimer notre modèle économétrique, En passons dans un premier lieu à identifier l'existence ou non des effets spécifiques du processus générateur de données par le « test Fisher » qui a pour but de déterminer quel modèle utiliser : le « pooled » ou le modèle à effets individuels. Le résultat de ce test est une statistique de significatives (Prob=0.000). Ce qui nous permet de confirmer l'existence d'effets individuels.

Par la suite, Nous avons eu recours également au test de spécification d'Hausman pour distinguer si le modèle est à effets fixes ou à effets aléatoires. Lorsque la probabilité du test est inférieure à 5%, le modèle à effets fixes est privilégié, ce qui est le cas pour notre modèle.

En dernier lieu et pour valider notre modèle, nous allons effectuer le test d'hétéroscédasticité de « Breusch-Pagan », d'autocorrélation de « Woodbridge » et la normalité de « Jarque-Bera ». Les résultats de ces tests confirment la présence d'une régression invalide ce qui nécessite la correction de notre modèle économétrique en utilisant la méthode des moindres carrés généralisés réalisables (FGLS) afin de rendre nos estimations stables et proches à la réalité économique.

3. Statistique descriptive et matrice de corrélation

3.1. Analyse descriptive des variables

Tableau N°2 : statistiques descriptives des variables

. summarize PIBH M3 CSB INV GOV OUVCOM INF						
Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max	
PIBH	363	11392.52	5074.346	2776.233	27109.77	
M3	363	59.39204	27.51416	14.14209	159.9491	
CSB	363	36.35136	21.79556	3.65734	104.8486	
INV	363	23.26844	7.762833	10.96298	56.4668	
GOV	363	18.55577	6.740524	6.652534	46.26219	
OUVCOM	363	86.66916	37.93947	29.85697	222.1783	
INF	363	8.540253	9.132795	-7.373748	84.68347	

Source : Les auteurs à partir du logiciel stata 15

Le tableau rapporte la description statistique des variables sélectionnées. Les résultats révèlent que pour la variable dépendante qui représente la croissance économique, la valeur de la moyenne et l'écart type est respectivement de 11392.52 et 5074.346. Cela indique que les observations sont dispersées par rapport à la moyenne. La même interprétation peut être élaborée, mais à un moindre degré, pour les variables indépendantes M3 et CSB qui représentent la masse monétaire et le crédit accordé au secteur bancaire. D'autre part, des variations minimales sont observées au niveau de INV et GOV, autrement dit le taux d'investissement et la consommation publique, dont la valeur de l'écart type est respectivement de 7.76 et 6.74. Généralement, les statistiques descriptives ne suffisent pas à nous donner une meilleure idée sur l'étude de nos variables ou à comparer leur tendance.

3.2. Analyse de la matrice de corrélation

Tableau N°3 : matrice de corrélation des variables

pwcorr PIBH M3 CSB INV GOV OUVCOM INF							
	PIBH	M3	CSB	INV	GOV	OUVCOM	INF
PIBH	1.0000						
M3	0.5314	1.0000					
CSB	0.3298	0.6161	1.0000				
INV	0.3857	0.2550	-0.1414	1.0000			
GOV	0.4108	-0.0323	-0.0868	0.2746	1.0000		
OUVCOM	0.3886	-0.0151	-0.0223	0.3786	0.4122	1.0000	
INF	-0.3111	-0.3656	-0.3502	-0.1530	-0.2712	-0.0914	1.0000

Source : Les auteurs à partir du logiciel stata 15

Les résultats ci-dessus de la matrice de corrélation entre le PIBH et les autres variables explicatives, montre dans un premier temps l'existence d'une forte corrélation positive entre la variable endogène (PIBH) et la masse monétaire (M3) ce qui est conforme avec la théorie et

cela, avec un coefficient de corrélation égal à 0,53. En plus une corrélation positive entre le crédit accordé au secteur bancaire (CSB) et la croissance économique (PIBH) avec un coefficient de (0,32), aussi la consommation publique avec un coefficient positif de (0,41) et sans oublier l'existence d'une corrélation positive au niveau du taux d'investissement privé et de l'ouverture commerciale avec un même coefficient de corrélation de (0,38) ce qui est plus logique avec les conclusions théoriques . Dans un second temps, l'existence d'une corrélation négative entre le PIBH et le taux d'inflation de (-0,31) ce qui est plus conforme avec la théorie et les travaux réalisés.

L'étape suivante consiste à appliquer des tests de spécifications d'homogénéité/hétérogénéité pour s'assurer de la présence de la structure des données de panel et du choix du modèle estimé. A cette fin, nous avons eu recours aux tests de Fisher.

4. Résultats et discussions

4.1. Test de Fisher (test d'homogénéité)

Lorsqu'on considère un échantillon de données de panel, la première étape à établir est de vérifier la spécification homogène ou hétérogène du processus générateur de données. Le choix du modèle adéquat est en fonction du résultat du F-test. Si la p-valeur est supérieure à 5%, on ne rejette pas l'hypothèse nulle de l'homogénéité totale des constantes. L'estimation peut alors se faire par le MCO. Par contre, si la P-valeur est inférieure à 5%, on rejette l'hypothèse nulle, et donc l'estimateur ne peut pas se faire par les MCO, dans ce cas on accepte l'hypothèse alternative.

Tableau N°4 : Résultats du test de Fisher

F test that all u_i=0: F(10, 346) = 94.81	Prob > F = 0.0000
---	-------------------

Source : Les auteurs à partir du logiciel stata 15

D'après le Tableau N°4 ci-dessus, nous montrent que le modèle étudié est un modèle hétérogène du fait que la probabilité associée au test de Fisher est inférieure à 5% (0,0000), ceci nous permet de rejeter l'hypothèse nulle H0 d'absence d'effet commun et d'accepter H1 de l'existence d'un effet spécifique par pays ce qui donc nous obligent à passer à un modèle à effets individuels.

4.2. Le modèle à effets fixes

Le modèle à effet fixes est appelé aussi LSDV (Least Squares Dummy Variables). Dans l'élaboration de ce modèle, on suppose que les relations entre la variable dépendante et les

variables indépendantes sont identiques pour tous les pays. Dans notre cas, nous avons 11 pays africains observés sur 32 années et 6 variables explicatives.

Tableau N°5 : Résultats de l'estimation du modèle à effets fixes

Fixed-effects (within) regression		Number of obs = 363				
Group variable: pays		Number of groups = 11				
R-sq:		Obs per group:				
within = 0.5076		min = 33				
between = 0.0494		avg = 33.0				
overall = 0.1194		max = 33				
corr(u_i, Xb) = -0.3934		F(6, 346) = 59.45	Prob > F = 0.0000			
		Prob > F = 0.0000				
PIBH	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
M3	69.13712	9.734472	7.10	0.000	49.99093	88.2833
CSB	82.14964	12.48793	6.58	0.000	57.58782	106.7115
INV	-30.8397	21.31116	-1.45	0.149	-72.75542	11.07602
GOV	-169.5918	37.26847	-4.55	0.000	-242.893	-96.29052
OUVCOM	8.888736	4.924543	1.80	0.072	-.7970719	18.57454
INF	-31.01205	13.57552	-2.28	0.023	-57.71298	-4.311119
_cons	7659.041	936.5092	8.18	0.000	5817.074	9501.008
sigma_u	5025.6604					
sigma_e	1833.206					
rho	.88256848 (fraction of variance due to u_i)					
F test that all u_i=0: F(10, 346) = 94.81				Prob > F = 0.0000		

Source : Les auteurs à partir du logiciel stata 15

Les résultats d'estimation nous montrent que l'hypothèse nulle du non significativité est rejetée au seuil de 5% pour ce modèle à effets fixes car la probabilité associée à la statistique de Fisher est inférieure au seuil de significativité (5%).

Ce tableau montre que seules les variables M3, CSB, GOV et INF sont statistiquement significatives au seuil de 5% car les probabilités relatives à leurs coefficients sont toutes inférieures à 0,05.

4.3. Le modèle à effets aléatoires

Le modèle à effets aléatoires ou à erreurs composées admet que la spécificité individuelle est sous forme aléatoire, autrement dit, le terme constant spécifique à l'individu i est aléatoire. Il se décompose en un terme fixe et un terme aléatoire spécifique à l'individu permettant de contrôler l'hétérogénéité individuelle. Ce modèle suppose l'existence d'une perturbation aléatoire propre à chaque pays. Cette perturbation est constante dans le temps. Par ailleurs, le coefficient d'une variable explicative quelconque du modèle est le même pour tous les pays.

Tableau N°6 : Résultat de l'estimation du modèle à effets aléatoires

Random-effects GLS regression		Number of obs = 363			
Group variable: pays		Number of groups = 11			
R-sq:		Obs per group:			
within = 0.5066		min = 33			
between = 0.0725		avg = 33.0			
overall = 0.1470		max = 33			
corr(u_i, X) = 0 (assumed)		Wald chi2(6) = 345.11			
		Prob > chi2 = 0.0000			
PIBH	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]
M3	67.8043	9.696099	6.99	0.000	48.80029 86.8083
CSB	79.55068	12.46021	6.38	0.000	55.12912 103.9722
INV	-23.08262	21.41201	-1.08	0.281	-65.04938 18.88414
GOV	-141.5096	36.72123	-3.85	0.000	-213.4819 -69.53736
OUVCOM	10.16275	4.94224	2.06	0.040	.4761407 19.84937
INF	-31.6603	13.7236	-2.31	0.021	-58.55807 -4.762538
_cons	7026.213	1421.883	4.94	0.000	4239.374 9813.053
sigma_u	3521.0355				
sigma_e	1833.206				
rho	.78673862	(fraction of variance due to u_i)			

Source : Les auteurs à partir du logiciel stata 15

On observe à travers ce modèle que toutes les variables notamment M3, CSB, GOV, OUVCOM et INF sont statistiquement significatives et ont une influence sur le taux de croissance du PIB par habitant observé dans les 11 pays africains à revenu élevé. Seule la variable INV qui n'a pas statistiquement significatives au seuil de 5%, car leur p-value est supérieures à 0,05.

Les résultats d'estimation nous présentent l'hypothèse nulle du non significativité est rejetée au seuil de 5% pour ce modèle à effets aléatoires, car la probabilité associée à la statistique de Chi2 est inférieure au seuil de significativité de 5%. Maintenant, il suffit de savoir le modèle le plus pertinent pour notre échantillon (un modèle à effets fixes ou aléatoires) en effectuant un test de spécification de Hausman.

4.4. Test d'Hausman

Afin de choisir entre le modèle à effet fixe et le modèle à effet aléatoire, nous nous sommes référés au test d'Hausman. Si la p-value de la statistique de ce test est supérieur à 0,05, le modèle le plus adéquat sera le modèle à effet aléatoire. Dans le cas contraire, le modèle à effet fixe sera plus préférable.

Tableau N°7 : Résultats du test d'Hausman

```

. hausman fixed random
----- Coefficients -----
      (b)          (B)          (b-B)          sqrt(diag(V_b-V_B))
      fixed       random       Difference         S.E.
-----
M3          69.13712        67.8043         1.332819         .8634892
CSB          82.14964        79.55068         2.598955         .831689
INV          -30.8397        -23.08262        -7.757072         .
GOV          -169.5918       -141.5096        -28.08213         6.363177
OUVCOM       8.888736          10.16275         -1.274018         .
INF          -31.01205        -31.6603         .6482547         .

      b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtreg
      B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtreg

Test: Ho: difference in coefficients not systematic

      chi2(6) = (b-B)'[(V_b-V_B)^(-1)](b-B)
              = 23.66
      Prob>chi2 = 0.0006
      (V_b-V_B is not positive definite)
    
```

Source : Les auteurs à partir du logiciel stata 15

Les résultats du test d'Hausman permettent de déduire que les effets individuels sont fixes, du coup, le modèle à effet fixe est le plus adapté que le modèle à effet aléatoire au seuil de 5%, puisque la p-value (0,0006) du test est inférieure à 0,05.

4.5. La validation du modèle

Afin de valider notre modèle, nous allons effectuer des tests sur les erreurs, notamment le test d'hétéroscédasticité, d'autocorrélation et de normalité.

- **Test d'hétéroscédasticité**

Tableau N°8 : Test d'hétéroscédasticité des résidus

```

Breusch-Pagan / Cook-Weisberg test for heteroskedasticity
Ho: Constant variance
Variables: fitted values of PIBH

      chi2(1) = 50.92
      Prob > chi2 = 0.0000
    
```

Source : Les auteurs à partir du logiciel stata 15

Les résultats ci-haut mentionnés montrent que l'hypothèse nulle H0 de l'homoscédasticité est rejetée, car la probabilité associée à la statistique de Breusch- Pagan est inférieure à 5% (0.0000). Donc, nous acceptons l'hypothèse H1 alternative de la présence d'hétéroscédasticité des résidus.

- **Test d'autocorrélation**

Tableau N°9 : Test d'autocorrélation

```

Wooldridge test for autocorrelation in panel data
H0: no first order autocorrelation
      F( 1, 10) = 72.567
      Prob > F = 0.0000
    
```

Source : Les auteurs à partir du logiciel stata 15

Les résultats du test de Wooldridge dévoilent une probabilité (0.0000) inférieure au seuil critique de 5% ce qui conduit à rejeter l'hypothèse nulle H0 d'absence d'autocorrélation et d'accepter l'hypothèse alternative H1 confirmant la présence d'une autocorrélation des erreurs.

- **Test de normalité**

Le test de Jarque-Bera est un test qui cherche à déterminer si des erreurs suivent une loi normale. Les résultats du Tableau N° ci-dessus affirment l'absence de la normalité des erreurs puisque (P-value = 0.0000 < 5%).

Tableau N°10 : Test de la normalité des erreurs

Skewness/Kurtosis tests for Normality						
Variable	Obs	Pr (Skewness)	Pr (Kurtosis)	joint		
				adj chi2 (2)	Prob>chi2	
residus	363	0.0000	0.1704	23.37	0.0000	

Source : Les auteurs à partir du logiciel stata 15

De ces résultats, et d'après les tests précédents on peut conclure que notre modèle à effets fixes est qualifié d'une régression invalide. Ainsi dans le but de rendre notre modèle économétrique robuste, nous avons utilisé l'estimateur de la méthode des moindres carrés généralisés réalisables, appelé FGLS (feasible generalized least squares). Cet estimateur permet de remédier au problème de la régression invalide et rendre nos estimateurs stables et proches à la réalité économique.

4.6. Présentation des résultats du modèle corrigé

Tableau N°11 : FGLS (feasible generalized least squares)

```

. xtgls PIBH M3 CSB INV GOV OUVCOM INF
Cross-sectional time-series FGLS regression

Coefficients: generalized least squares
Panels:      homoskedastic
Correlation: no autocorrelation

Estimated covariances      =          1      Number of obs      =       363
Estimated autocorrelations =          0      Number of groups   =        11
Estimated coefficients     =          7      Time periods      =        33
Log likelihood             = -3473.312      Wald chi2(6)      =       415.00
                               Prob > chi2      =       0.0000
    
```

PIBH	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]
M3	84.9169	9.649943	8.80	0.000	66.00336 103.8304
CSB	23.19414	11.97201	1.94	0.053	-.2705668 46.65885
INV	73.56429	29.41275	2.50	0.012	15.91637 131.2122
GOV	236.3098	31.44041	7.52	0.000	174.6877 297.9319
OUVCOM	30.38524	5.629139	5.40	0.000	19.35233 41.41815
INF	8.470761	23.03904	0.37	0.713	-36.68494 53.62646
_cons	-3296.45	984.3191	-3.35	0.001	-5225.68 -1367.22

Source : Les auteurs à partir du logiciel stata 15

Après l'estimation du modèle corrigé à l'aide de la méthode FGLS, nous constatons que certaines variables explicatives (M3, INV, GOV et OUVCOM) sont statistiquement significatives au seuil de 5 %, ce qui indique que ces variables ont une influence significative sur la variable dépendante dans notre modèle. En revanche, la variable (CSB et INF) apparaît comme non significative sur le plan statistique, ce qui suggère que son impact sur la variable dépendante n'est pas suffisamment fort ou cohérent pour être distingué de l'erreur aléatoire. Encore, le test de significativité globale du modèle, représenté par la probabilité associée au test Chi2 (égale à 0,0000) ce qui signifie que notre modèle est globalement significatif et bien spécifié et que les variables sélectionnées sont pertinentes pour représenter les relations économiques étudiées.

5. Interprétation économétrique et économique des résultats

Le but de cette étude est d'analyser la variation de la relation de développement financier et la croissance économique dans les 11 pays d'Afriques avec un PIB élevé. Les résultats sortis des estimations nous montrent que la probabilité associée à la statistique de Chi2 est globalement bonne. En outre, certaines variables comme (M3, INV, GOV et OUVCOM)) sont statistiquement significatives au seuil de 5% alors que les variables (CSB et INF) sont statistiquement non significatives au seuil de 5%. Cependant, nous constatons aussi que ces variables exercent des impacts positifs et significatifs au seuil de 5% pour booster la croissance économique dans ces 11 pays d'Afrique avec PIB élevé. De plus, après l'estimation du modèle corrigé, les signes attendus sont obtenus dans le modèle et que le paramètre qui correspond à la constante indique l'influence des autres variables explicatives qui ne sont pas prises en compte dans le modèle et qui peuvent expliquer significativement le modèle. De ce fait :

- La variable de la masse monétaire (M3) dans notre modèle exerce un effet fortement positif et significatif sur la croissance économique. En d'autres termes, une augmentation d'une unité de la masse monétaire M3 entraîne une hausse de 84,9169 unités du taux de croissance économique avec une probabilité associée qui est très faible ($p\text{-value}=0,000$), ce qui signifie que l'effet estimé est hautement significatif. Ce résultat est cohérent avec la théorie monétaire, notamment les modèles keynésiens et la théorie quantitative de la monnaie, qui montrent qu'une augmentation de la masse monétaire peut stimuler l'activité économique à court terme. Toutefois, un excès de masse monétaire peut aussi engendrer de l'inflation, ce qui pourrait nuancer l'effet positif à long terme.
- Concernant la variable de crédit accordé au secteur bancaire (CSB) qui mesure ici le montant du crédit total accordé par les institutions bancaires à tous les agents économiques

des pays étudiés. Le coefficient de cette variable influe positivement et non significativement la croissance économique. Cette influence positive montre que toute une augmentation de 1% de crédit bancaire engendre une augmentation du taux de croissance du PIB de 23,194%. La p-value de 0,053 est proche du seuil de significativité de 5 %, mais légèrement au-dessus. Cela signifie que la relation est quasi significative, ce qui veut dire qu'il y a un certain effet du crédit bancaire sur la croissance, mais qui n'est pas toujours direct ou immédiat. Il peut dépendre de la qualité des investissements financés, du contexte économique ou du niveau d'endettement du secteur privé.

- Quant à la variable de l'investissement, le coefficient obtenu exerce une influence positive et également significative du fait que la probabilité obtenue (0,012) est inférieure à la valeur critique au seuil de significativité de 5%. En d'autres termes, elle signifie qu'il existe une relation positive entre la formation brute du capital fixe et le taux de croissance économique du PIB. Cependant, cette influence positive de ce coefficient montre qu'une augmentation de formation brute du capitale fixe de 1% induit une augmentation du taux de croissance du PIB de 73,56429.
- La consommation publique a un effet positivement significatif sur la croissance économique, avec un coefficient de 236,3098 et une p-value de 0,000. Cela signifie qu'une augmentation de la consommation publique d'une unité entraîne une hausse de 236,3098 unités de la croissance économique, toutes choses égales par ailleurs. La forte significativité statistique de ce coefficient (p-value < 0,05) suggère que l'effet observé est robuste et non dû au hasard, indiquant une relation solide entre la consommation publique et la croissance. Ce résultat est cohérent avec les théories économiques qui soulignent que les dépenses publiques, notamment dans les domaines des infrastructures, de l'éducation et de la santé, peuvent stimuler l'activité économique en augmentant la demande globale et en créant des emplois.
- Pour la variable degré d'ouverture commerciale (OUVCOM) qui est considérée comme le ratio de la somme des exportations et des importations par le PIB, il indique la dépendance d'une économie vis-à-vis des échanges internationaux. D'après les résultats trouvés dans l'estimation du modèle corrigé, nous obtenons que le degré d'ouverture des économies exerce une influence positive et significative sur la croissance économique. Ces résultats s'accordent pleinement avec la logique, selon laquelle le degré d'ouverture accroît le bien-être de la population, mais aussi sont confirmés par la théorie traditionnelle du commerce

international d'A. Smith (1776) affirmant que le commerce international engendre des effets positifs sur l'économie dans son ensemble.

- Sur le modèle corrigé, la variable indiquant l'indice des prix à la consommation (le taux d'inflation) influence positivement et non significativement sur la croissance économique. Cependant, cette influence positive du taux d'inflation pourrait être expliquée par la non maîtrise de l'augmentation des prix, surtout que la maîtrise du taux d'inflation est un caractère très important pour la stabilisation du cadre macroéconomique des pays africains. Durant la période de cette étude, chaque fois qu'il y a une augmentation du taux d'inflation de 1%, toute chose étant égales par ailleurs, le taux de croissance du PIB augmente de 8,470761 %. Toutefois, cette relation n'est pas statistiquement significative puisque la (p-value = 0,713), ce qui signifie d'une relation économique robuste.

Conclusion

D'après la littérature théorique et empirique qui traite la relation entre le développement du système financier et la croissance économique, l'ambiguïté sur la relation développement financier-croissance économique est toujours existante malgré le nombre important des études réalisées le controversé des résultats est toujours présents.

Notre article s'est focalisé précisément sur l'analyse de l'effet de développement financier sur la croissance économique en Afrique. En se basant sur un modèle de panel composé de 11 pays africains à PIB élevé pour la période allant de 1990-2022. Les résultats via la méthode d'effet fixe montrent qu'il existe un impact positif de développement du système financier sur la croissance économique.

De façon plus exacte, les résultats obtenus au terme de cette étude nous ont révélé l'existence d'un impact positif et significatif au seuil de 5% de la masse monétaire (M3), de Taux d'investissement privé (INV), de la consommation publique (GOV) et l'ouverture commerciale (OUVCOM) sur la croissance économique, contrairement à l'inflation (INF) et le crédit accordé au secteur bancaire (CSB) qui affecte positivement et non significativement au seuil de 5% la croissance économique.

Puisque toutes les variables du développement financier ne favorisent pas systématiquement la croissance économique africaine, nous pouvons conclure qu'il existe bien un impact du développement financier sur la croissance économique, mais que cet impact reste insuffisant. Ce qui montrent que le secteur financier africain est loin de jouer pleinement son rôle dans la collecte, l'allocation et l'amélioration de la productivité des ressources et que la relation entre

la finance et la croissance n'est pas facile à capter et le lien entre ces deux phénomènes est complexe et devrait être intégré dans un modèle plus large qui prend en compte tous les comportements économiques afin de saisir les différents canaux de transmission des effets entre les blocks réel et financier.

À cet effet, et afin que le développement financier contribue efficacement à la croissance en Afrique, il faudrait mettre en place des structures adaptées au besoin de chaque pays en vue d'obtenir un accroissement rapide et efficace de chaque économie, en se basant sur d'autres politiques notamment la promotion de l'investissement dans le capital physique et humain puisque le développement d'un pays dépend toujours de son capital humain afin de contribuer positivement dans la production de richesse, mettre en place des stratégies durables visant à renforcer le secteur financier dans les pays à faible revenu, garder la stabilité des taux d'inflation, de chômage et de change, et même la politique d'attractivité des investissements directs étrangers, appliquer des accords instituant la zone de libre-échange continentale africaine et sans oublier l'amélioration de la qualité des dépenses publiques et de leur efficacité dans le soutien à la croissance à long terme. Une gestion prudente et ciblée des fonds publics est essentielle pour maximiser les bénéfices économiques tout en évitant les risques de surendettement ou de gaspillage des ressources publiques.

BIBLIOGRAPHIE

Abouali, S., & Echaoui, A. (2023). Analyse de la relation entre le développement financier et la croissance économique : approche empirique du cas du Maroc. *Repères et Perspectives Économiques*, 7(1), mars 2023. Mis en ligne le 13 avril 2023.

Benrais, I., & Benamirouche, R. (2024). Incidence des connaissances incorporées sur la croissance économique. *Revue d'Économie et de Statistique Appliquée*, 20(2), 132–138.

Djikindei, M. (2024). Intégration économique et croissance économique en Afrique. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 5(1), 455–474.

El Abdellaoui, L. (2018). L'impact de la croissance économique sur la pauvreté et l'inégalité : approche économétrique de panel. *Revue d'Études en Management et Finance d'Organisation*, (7).

El Aboudi, S., & El Bakkouchi, M. (2022). L'impact du taux de change réel effectif et de l'inflation sur la croissance économique des pays : Une investigation empirique en données de panel. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 3(5), 63–81. <https://doi.org/10.5281/zenodo.5903385>.

Kpodar, K. (2006). Développement financier, instabilité financière et croissance économique : implications pour la réduction de la pauvreté. Mémoire de maîtrise, Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand I, France. NNT : tel-00119136.

Kara, R. (2017). Analyse du développement du système financier : pour une approche institutionnelle. *Revue Algérienne d'Économie et du Management*, 8(2).

Mahmoudi, A., & Torra, M. (2023). Libérer le potentiel de l'Afrique : Explorer le lien synergique entre le développement financier et la croissance économique. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(3-2), 1–21. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7982293>.

Mohammedi, F. (2017–2018). Le développement financier et la croissance économique dans une économie dépendante de ressources naturelles : Cas de l'Algérie 1970–2015. Thèse de doctorat, Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed, Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion, Algérie.

Moussa Omar, S., & Hammes, K. (2022). Vérification empirique de la relation entre le développement financier et la croissance économique des économies africaines : Une étude en panel. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(1-2), 41–64.

Moussou, H. (2021–2022). Étude économétrique de la relation entre le développement du système financier et la croissance économique au Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie). Mémoire de master en sciences économiques, Option Économie Quantitative, UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA , Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion Département des Sciences Economiques.

Ndikumana, E. (2023). Impact de la variation des termes de l'échange sur la croissance économique dans les pays membres du COMESA : une vérification empirique avec des données de panel (2000–2020). Mémoire de master, Université du Burundi, Faculté des sciences économiques et de gestion, Master en Analyse Économique et Développement, Économie Internationale et Développement.

Pinshi, C., & Kabeya, A. M. (2021). Développement financier et croissance économique en RDC : supply leading ou demand following ? Document de recherche, HAL Id : hal-0288297.

Rezine, O. (2014–2015). Capital humain, éducation et croissance économique : une approche économétrique. Thèse de doctorat, Université Abou Bekr Belkaid, Faculté des sciences économiques et de gestion, Algérie.

Sadi, N. E. H., & Rezine, O. (2015). Capital humain et croissance économique : une analyse empirique en données de panel sur la période 1975–2015. *Les Cahiers du CREAD*, 37(1), 149–172.

Senouci Bereksi, I. (2014–2015). L'impact de l'intégration financière sur la croissance économique : Le cas des pays du Conseil de Coopération du Golfe. Thèse de doctorat, Université Abou Bekr Belkaid-Tlemcen Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et de Gestion.

Silue, D., et al. (2023). Croissance économique et inégalités de revenus dans les pays de l'UEMOA. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 4(12), 497–520.

irhboula, S., Jbira, A., & Oulhaj, L. (2017). Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : une analyse en données de panel sur la période 2000–2015. *Revue Économie, Gestion et Société*, (12).

Waly Basse, B. (2018–2019). L'impact des IDE sur la croissance économique : cas de la CEDEAO. Mémoire, Département Économie-Gestion, Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal.